



PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le 05 MARS 2014

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Lucile GIOVANNETTI  
☎ : 04 72 61 37 79  
✉ : lucile.giovannetti@rhone.gouv.fr

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 71-8, R. 512-33 et R. 512-39.1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 mars 1998 régissant le fonctionnement des activités de la société THB dans son établissement situé 42-46, rue Paul et Marc Barbezat (ex petit chemin des Bruyères) à DECINES-CHARPIEU ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 6 février 2014, en application des dispositions de l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 6 février 2014 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux, réalisée le 28 janvier 2014, a permis à l'inspection des installations classées de faire les constatations suivantes :

. un broyeur d'aluminium -initialement conçu pour le broyage de bois- est présent sur le site alors que son utilisation n'a jamais été déclarée (*article R. 512-33 du code de l'environnement*) ;

. le site n'accueille plus d'installations de fonderie de plomb ou d'alliages de plomb mais l'exploitant n'a pas produit le dossier de cessation définitive d'activité réglementaire (*article R. 512.39.1 du même code*) ;

.../...

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il est établi que la société THB ne respecte pas l'intégralité des dispositions qui sont applicables aux installations classées qu'elle exploite 42-46, rue Paul et Marc Barbezat (ex petit chemin des Bruyères) ;

CONSIDERANT ainsi, qu'il convient d'enjoindre à la société THB, pour le site qu'elle exploite 42-46, rue Paul et Marc Barbezat (ex petit chemin des Bruyères) à DECINES-CHARPIEU, de respecter l'ensemble de ces dispositions et notamment les articles R. 512-33 et R. 512-39-1 du code de l'environnement précités ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

### ARRÊTE :

**ARTICLE 1er :** La société THB dont les installations sont fixées 42-46, rue Paul et Marc Barbezat (ex petit chemin des bruyères) à DECINES-CHARPIEU, est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions des articles R. 512-39-1 et suivants et R. 512-33.II du code de l'environnement, en se conformant aux modalités suivantes :

. dans le délai de deux mois, déclarer la cessation définitive des activités de fonderie de plomb et d'alliages de plomb ;

. dans le délai de trois mois, déclarer l'activité de broyage d'aluminium en produisant l'ensemble des éléments permettant d'apprécier le caractère substantiel du changement notable des installations exploitées sur le site ;

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

. au maire de DECINES-CHARPIEU,  
. à l'exploitant.

Lyon, le

05 MARS 2014

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Isabelle DAVID